



Réunion du groupe-pays Algérie

Jeudi 5 mars 2020, de 10h30 à 16h30

A Cités Unies France

Compte-rendu

Sont présents à la réunion :

George Morin (Gières - Président du GP), Akram BELKAID (journaliste et essayiste), Catherine ARNAUD (Ville d'Épinay-sur-Seine), Emilie EMOND (Ville d'Épinay-sur-Seine), Jean-Luc BENGUIGUI (Association des centres d'animation de Bordeaux), Houria BELOUAHRI (El Ghaïth), Nadjib GHEBOULI (El Ghaïth), Smail IZERROUKEN (El Ghaïth), Ilhem IZERROUKEN (El Ghaïth), Lilia YAHIA AISSA (El Ghaïth), Laurence GOURVIL (Ville de Rezé), Nordine HENNI (Dunkerque Agglomération), Yves LE BARS (CFSI), Anne- Françoise TAISNE (CFSI), Michel DE MARCH (France Volontaire), Claudia MESCHÉDE (Ville de Mulhouse), Laurent MONTILLET (Ambassade de France en Algérie), Linda Naili (Conseil départemental de Seine-Saint-Denis), Ezgi NESANIR (Conseil départemental de Seine-Saint-Denis), Valère Toussaint (GESCOD), Annie TAKARLIL (Touiza Solidarité), Anne-Marie MEVEL REINGOLD (DAECT), Virginie ROUQUETTE (Cités Unies France), Laura BLOSEUR (Cités Unies France), Sahra CHERID (Cités Unies France), Camille JOSEPH (Cités Unies France).

Introduction

Georges Morin, président du groupe-pays Algérie de Cités Unies France, introduit la session par un point de contexte sur la situation un an après le début des contestations. **Le 22 février 2020, le Hirak célèbre sa première année d'existence**, alors que la mobilisation ne faiblit pas, les citoyens restent assidus, le vendredi étant la journée dédiée aux manifestations dans les rues.

Les élections présidentielles qui se sont tenues le 12 décembre 2019 ont donné pour vainqueur Abdelmadjid Tebboune, alors même que le scrutin est contesté, notamment en raison du très fort taux d'abstention.

Journaliste au Monde, Akram Belkaïd analyse la situation actuelle en Algérie et l'évolution du mouvement un an après son commencement.

L'un des problèmes en Algérie est qu'il n'y a pas d'opposant au pouvoir en place, **ni même une figure de « Mandela » national pour incarner les revendications**. Le régime a **sacralisé la fête nationale** pour la vider de son contenu, le serment associé aux événements nationaux n'est pas tenu, aucun héros national n'est porté et célébré.

Il n'y a pas non plus de classe politique organisée. Le pays sort de vingt ans de mandat sous Bouteflika, pendant lequel il a délibérément décidé de ne pas réitérer la période d'ouverture des années 80. Derrière un pluralisme de façade et un pseudo discours autour de la démocratie, le système s'est encore davantage verrouillé. Toute tentative d'organisation venant du Hirak se voit obstruée par les autorités. Des partis politiques ont été créés **sur la récupération du Hirak**, mais ils sont en réalité complètement infiltrés par les services de sécurité.

Dans une **perspective comparative avec le Soudan**, nous pouvons constater des éléments intéressants. Le Soudan a en effet connu plusieurs périodes de transition. Le peuple soudanais est sorti dans les rues à de nombreuses reprises, et il est parvenu à faire tomber le régime d'Omar Al-Béchir¹. Les alternances entre phases d'ouverture et prises de pouvoir des militaires ont marqué la vie politique soudanaise. Dans ce contexte, les organisations de la société civile (OSC) et les syndicats se sont organisés, ce qui a permis de créer des regroupements entre partis d'opposition, OSC et syndicats. Cet ensemble a ensuite négocié avec les militaires pour entrer dans la transition actuelle.

¹Véronique Malécot, Flavie Holzinger et Camille Bressange. Les origines de la révolte soudanaise. Le Monde. 13 avril 2019, consulté le 20/03/2020. [En ligne].

L'Algérie n'en est pas encore à ce stade. Il y a certes **des tentatives d'organisation**, mais ce n'est pas l'UGTA² qui est en capacité d'organiser le changement comme ce fut le cas pour l'UGTT³ en Tunisie. Pour autant, il faut relativiser l'aura entourant le syndicat tunisien, car ce dernier opérait en collaboration avec le régime de Ben Ali, et ne s'affichait pas en acteur de résistance. Lorsque les Tunisiens sont sortis dans la rue, une structure organisationnelle accompagnant le changement existait déjà auparavant.

Les syndicats autonomes existent en Algérie, ils croulent néanmoins sous les procès. Le Hirak est comme un coureur de fonds : il n'a personne à qui transmettre le témoin, car aucune organisation n'est en mesure de s'affirmer comme contre-pouvoir. Contrairement à d'autres régions du monde arabe où des contestations ont émergé, le Hirak ne pose pas de problèmes économiques au régime, l'activité économique n'est pas limitée, les importations et les exportations ne sont pas réduites.

De nombreuses personnes se sont retrouvées en prison pour avoir émis des critiques sur le régime, comme l'illustre le procès Tebboune. En effet, dès lors que la population s'organise pour tenter un rapport de force avec le régime, le risque pour les citoyens est de se retrouver en prison. Le régime fourmille de savoir-faire pour manipuler la population. Ce dernier s'apprête à créer une association se revendiquant du Hirak, mais la médiatisation faite autour de cette formation est un élément qui trahit leur manœuvre, car les télévisions publiques et privées ne parlent habituellement jamais du Hirak.

A.Belkaïd rappelle qu'en Algérie, **la bataille s'inscrit dans le temps long**, il faut donc s'armer de patience, « *l'impatience n'est pas un argument* ». Le pays a deux options, soit il emprunte la voie de la violence comme ce fut le cas avec la « décennie noire » durant laquelle, le régime absorba la colère du peuple pour la retourner contre lui avec une violence armée, physique et sociale dont beaucoup de personnes ne parlent toujours pas. Il ne faut pas oublier que l'Algérie a été sous ajustement structurel avec le Fonds Monétaire International.

L'autre option est d'emprunter le chemin de l'action pacifique. Il est donc nécessaire de tirer les leçons du passé pour s'appuyer sur les acquis.

Les élections de décembre sont certes une « comédie », mais il faut reconnaître qu'au regard des dernières années, c'est un progrès. Il est certain que le pays ne basculera pas de nouveau dans une présidence à vie, ce qui est un énorme progrès. Des revendications exigeant la sortie des militaires du champ politique apparaissent, mais cette position reste relativement confidentielle en Algérie.

Il y aura une **génération Hirak**, comme il y en a déjà une parmi les intellectuels. Alors qu'il y a encore deux-trois ans on disait que l'Algérie était encore dans le chaos.

² Union générale des travailleurs algériens

³ Union générale des travailleurs tunisiens

Le régime se verra dans l'obligation de négocier à cause de la situation économique, les réserves de change sont de 60 à 70 milliards de dollars, le pays vivant au-dessus de ses moyens. **Les dépenses de défenses et de consommation sont très importantes**. La situation n'a cessé de se dégrader depuis la fin des années 80, passant d'une situation de pénurie à celle de **gaspillage**, tandis que la production est en chute libre. L'abaissement des barrières douanières est une autre erreur économique. La situation risque vraisemblablement de s'aggraver avec la stagnation du prix du pétrole et l'épidémie de Corona virus. Des responsables politiques commencent à évoquer l'idée d'amorcer l'endettement. Une des rares réussites de Bouteflika a été le désendettement public. Si le pays s'endette de nouveau, le FMI interviendra pour prononcer des mesures d'austérité. Dans le bouillonnement actuel en Algérie, il sera difficile de faire accepter auprès de la population les mesures d'austérité sans **mesures compensatoires**, un **consensus avec la population** est donc indispensable.

A court-terme, A.Belkaïd n'est pas optimiste, **un Etat de droit à l'heure actuelle n'est pas possible**, car la transition est lente, elle sera obstruée et ralentie par de nombreuses difficultés. Il faut donc envisager le scénario du minimum de dommages possibles, l'Algérie n'étant pas à l'abri d'un dérapage, les manifestations sont restées pacifiques, mais elles ont parfois été à deux doigts de dégénérer.

Questions*

Il y a un pouvoir central, mais qu'en est-il des autres centres de décision en interne ?

Le pouvoir algérien est très opaque. On compte des pouvoirs formels : les administrations et les préfets ainsi que des militaires, mais ces derniers ne prennent pas de décisions stratégiques, bien qu'il faille souligner les interférences des militaires dans le pouvoir formel. De la même façon que le général a du pouvoir informel dans des domaines où il n'a pas à interférer normalement.

Trois piliers ont émergé dans les années 80 :

- **la présidence et son entourage**,
- **les conseillers et les services de sécurité (militaires en civil)**,
- **l'état-major (militaires en uniforme)**.

Bouteflika est parvenu à redonner du poids à la présidence en **s'alliant avec l'état-major et en marginalisant les services de sécurité**. En 2011, Bouteflika a acquis la totalité du pouvoir, c'est

* Sauf mention contraire, les réponses proviennent de Mr Belkaïd.

sa maladie qui l'a finalement empêché, il a par conséquent offert un boulevard aux militaires en uniformes, alors que les militaires en civil s'affaiblissaient de plus en plus.

Des thèses analysent que les services de sécurité n'ont jamais réellement perdu le pouvoir, mais pour A.Belkaïd, on leur accorde trop de capacités d'organisation. Aujourd'hui c'est l'état-major qui détient le pouvoir par le jeu des nominations et des mutations, bien que les services de sécurité gardent une capacité d'action et de nuisance.

La mort du chef d'état-major, Ahmed Gaïd Salah a créé une situation encore plus compliquée (celui l'ayant succédé n'est chef d'état-major que par intérim), ce qui prouve qu'il y a encore des **tractations entre chefs d'état-major, et des conclaves formels et informels.**

Concernant **le FLN**, contrairement à une idée reçue, l'organisation n'a jamais été un cercle de pouvoir, **c'est désormais une coquille vide**, un relais mémoriel. Quant au cercle de Tebboune, ce n'est pas un cercle de pouvoir, il a un pouvoir formel, qui se traduit par la désignation de ministres ou la démission de leurs fonctions. Pour les décisions stratégiques, Tebboune ne pourra les prendre seul.

Ces cercles de pouvoir se rejoignent sur la même et seule obsession : le **maintien du système**. Il n'y a pas de dynamique réformatrice au sein des militaires et des services de sécurité. Leur doctrine aujourd'hui est « on gère le Hirak et ses conséquences ».

De nombreux politiques considèrent qu'il n'est pas possible de faire confiance au peuple algérien. Le Hirak montre au contraire que les plus avancés et les plus modernes sont les citoyens algériens.

Alors qu'on aurait pu penser que les tenants du pouvoir économique s'allieraient avec les militaires, on a constaté que certains ont été arrêtés, quel sens donner à cela ?

Beaucoup de personnes ont parlé d'oligarques. Les tenants du pouvoir économique en Algérie ne sont pas des oligarques, comme il y en a en Russie. Les oligarques russes appartenaient au KGB, d'autres avaient été dans les circuits du Parti Communiste.

Alors qu'en Algérie, ce sont des gens devenus riches par la grâce de leurs alliances politiques (mariage, etc.), pour autant, ils n'ont jamais constitué une vraie caste. La chute de Bouteflika a entraîné la chute de certains tenants du pouvoir économique. Certains ont pensé que le fait d'avoir investi à l'étranger, notamment en France les protégerait, cela n'a pas été le cas, leur réussite étant artificielle. Ces gens ont en effet fait fortune grâce à la corruption : le clientélisme, des faveurs accordées pour l'obtention de prêts, l'obtention de parties sur les contrats publics, des avantages monétaires, fiscaux et administratifs. Tous ne sont pas tombés, car ceux qui sont protégés par l'ancien chef d'état-major échappent aux poursuites. Leur seule capacité de nuisance est le financement d'élections législatives, mais elle ne pèse pas face aux militaires (en uniforme et civil).

Quelle est la position de la France ?

Il y a eu des **atermolements de la part de la France**. En s'empressant de féliciter la tenue des élections présidentielles, le gouvernement français a fait une grosse erreur et a ainsi déclenché la colère des Algériens. L'un des points peu médiatisés est que parmi les gens en prison, un certain nombre était en affaires avec la France, ce qui a généré des inquiétudes côté français.

Contrairement aux apparences, les soi-disant critiques envers la France sont de l'ordre du folklore, l'Algérie est en fait très attentive aux décisions diplomatiques de la France, afin de se positionner **en alliée** plutôt qu'en adversaire. En outre, la **sécurité alimentaire de l'Algérie est fortement dépendante de la France, 80% du blé** acheté par les Algériens provenant de la production française. Tout en déplorant la déclaration française, un soutien au Hirak par les autorités françaises aurait été catastrophique.

La prise de position de Raphaël Glucksmann arguant pour le vote d'une résolution de soutien au Hirak au Parlement européen a fait beaucoup de mal au mouvement, en permettant au régime **d'instrumentaliser** le mouvement. La prise de position du Parlement européen est venue sur le tard et aurait dû être plus réfléchie.

Pour autant il faut **différencier ingérence et soutien**. Le régime s'employant à créer l'obsession du complot, la main de l'étranger, le Hirak refuse l'ingérence et toutes déclarations de soutien.

Quel rôle les villes ont-elles joué ? Ont-elles eu une perte d'autonomie ?

(El Ghaith) En ce qui concerne la Kabylie, la région soutient les revendications des citoyens, des bureaux de vote ont même été fermés. Après un an de Hirak, la conviction est qu'il faut poursuivre le mouvement, les citoyens sont portés par le changement, la transition.

Quels sont les points de divergences avec le Soudan ?

L'opposition au Soudan a toujours été forte, il y a eu une opposition non islamiste. Il importe de souligner que jusqu'à la fin des années 60, le Soudan abritait le parti communiste le plus puissant du monde arabe, avec des structures d'encadrement, de relais dans la société. Lors des périodes d'ouvertures démocratiques, les **OSC se sont renforcées**. Les **ONG et les syndicats jouent un rôle majeur dans la vie politique** soudanaise. Au Soudan, le pouvoir n'a jamais réussi à affaiblir les OSC, ni les syndicats de gauche.

En Algérie, Bouteflika **a empêché la pluralité de se développer**. Pendant longtemps, de 1999 à 2012, il n'y a eu quasiment aucun parti politique d'opposition ni syndicats créés. Le mode opératoire est la **judiciarisation de la répression**, les autorités politiques soudanaises attaquent les OSC sur des vices administratifs.

En Algérie, la gauche a été balayée et ne pèse plus politiquement. Une simple réunion à Alger reste très difficile, même les cafés littéraires et les festivals sont interdits. La vie politique se caractérise par son **atonie**. Les manifestants refusent les partis politiques qui, soit n'ont rien fait, soit se sont appuyés sur le régime en place. Un parti ne fera jamais l'unanimité totale parmi le Hirak, il y aura nécessairement plusieurs tendances au sein même du mouvement.

Les armées sont des armées populaires. Les événements d'octobre 1988 et la « décennie noire » ont fait perdre beaucoup de jeunes en service militaire. Les effectifs de l'armée se sont démocratisés, il y a actuellement trois mille à quatre mille colonels, alors qu'auparavant un colonel correspondait à un grade militaire élevé, offrant peu de place. L'armée est maintenant de plus en plus composée de personnes formées en Algérie. Désormais, les colonels vivent parfois à peine mieux que les fonctionnaires.

Le général Ahmed Gaïd Salah était le représentant d'une génération vouée à partir, il incarnait la vision pyramidale du pouvoir. **Officiellement, le pouvoir militaire est hors du champ politique**, mais il n'échappera pas à une mutation en interne d'autant plus avec la revendication citoyenne.

Quels liens il y-a-t-il entre pouvoirs politique et religieux ?

C'est une erreur de considérer le courant islamo-conservateur comme étant étranger à la société, c'est une **composante incontournable**. Il y a souvent une **transposition du débat franco-laïque**. Il n'y a jamais eu de volonté de supprimer le courant religieux en Algérie, c'est une **société par nature conservatrice**, elle a beaucoup été dans le retour au conservatisme ces vingt dernières années, ce qui est une conséquence de la « décennie noire ». Avec l'absence de projet national, le **regain de religiosité** s'est accentué. De plus, le régime a vendu un discours chauvin à la population, un **discours de singularisation** comme si l'Algérie n'était pas concernée par la marche du monde.

Sur la question de la Constitution, beaucoup d'Algériens sont réticents à mettre en place une assemblée constituante, car si une Constitution est rédigée, des facteurs de division apparaîtront qui, potentiellement créeront des divisions. Par ailleurs, la révision constitutionnelle fait partie des réponses politiques proposées par Tebboune, et envisage un article limitant le nombre de mandats présidentiels. En 1996, la Constitution algérienne limitait le mandat à deux, ce que Bouteflika a méthodiquement supprimé. Si ce sont les mêmes rédacteurs qui rédigent la nouvelle Constitution, le risque est de répéter les mêmes erreurs.

Quelle est la position de l'armée aux frontières de l'Algérie ?

Le but est de ne pas créer un désordre intérieur qui concentrerait les forces militaires dessus alors que d'autres sujets liés aux frontières (Sahel, Libye, Maroc, Mauritanie ...) importent.

Par ailleurs, la population différencie les généraux de l'armée et se préserve d'attaquer verbalement les militaires.

Comment les régions du sud ont vécu le Hirak ? Quelles ont été les revendications ?

Beaucoup de gens du sud se revendiquent d'être les instigateurs du mouvement, eux qui manifestaient déjà auparavant contre le **gaz de schiste**. Des manifestations aussi se déroulent dans le sud. Malheureusement, les médias algériens ont tendance à mettre de côtés certaines régions du pays.

La presse algérienne semble l'une des plus libres dans le monde arabe, il y a un sentiment de liberté de la presse, qu'en est-il aujourd'hui ?

Il faut rappeler que pendant la « décennie noire », beaucoup de journaliste ont été assassinés ou contraints à l'exil.

Les médias servent de **faire-valoir**. Il est vrai qu'il y a toujours eu une liberté de ton. En réalité, le système a compris qu'il pouvait se permettre de **tolérer la presse, pour mieux verrouiller la télévision**. Quant à la presse francophone, elle s'étiole de plus en plus. Pour autant, c'est dans la presse que se trouvent les débats. La plupart des journalistes algériens ont un procès sur le dos, et les peines peuvent être très lourdes.

Pour A.Belkaïd, il s'agit d'une **presse de commentaires et de réaction plutôt que d'investigation**. C'est grâce à la presse italienne qu'a émergé le scandale de la Sonatrach⁴. Les télévisions n'ont absolument pas relayé les scandales politiques. Il faut également souligner que la presse est un jeu d'équilibriste qui se joue aussi entre clans de journalistes.

Que pensez-vous que sera la réaction du Sahara occidental à terme ?

C'est une **question très complexe**. Ce sujet risque d'être **figé pendant encore de nombreuses années**. L'Algérie exige un **référendum d'auto détermination des Sahraouis**. Néanmoins, le sujet n'est pas placé à la table des négociations. Le mieux, du moins l'option la plus enviable, est de faire en sorte que la **paix froide entre le Maroc et l'Algérie** ne se transforme pas en un conflit ouvert servant l'un ou l'autre des deux régimes. Sachant que les deux régimes sont énormément armés, et que tantôt des Algériens, tantôt des Marocains irresponsables - intellectuels inclus- initient des campagnes de presse à l'encontre du pays voisin. Cette attitude belliqueuse **fait beaucoup de mal à l'espérance maghrébine, à la lutte anticoloniale**.

Le Hirak favorise-t-il l'unité de l'Algérie ? Quelle est la place des femmes dans ce mouvement ?

⁴ Algérie : le PDG de Sonatrach limogé, celui du plus grand groupe privé en détention provisoire. Le Monde avec l'AFP. 23 avril 2019, consulté le 20 mars 2020 [\[En ligne\]](#)

(El Ghaïth) Il y a une solidarité naturelle entre les citoyens. Malgré toutes les tentatives du pouvoir pour fracturer la population, les gens se sont encore plus unis et se sont organisés pour aller manifester dans différentes villes. Toute récupération religieuse est refusée. Des jeunes filles, des garçons, et des familles manifestent.

Le Hirak est semblable à un **laboratoire d'idées et de réflexions** pour discuter, échanger, libérer la parole, initier et/ou renforcer les consciences politiques. Les étudiants sont très actifs. Malgré des périodes plus difficiles de moindres mobilisations (Ramadan, été), le mouvement est persévérant.

(Akram Belkaïd) Depuis les années vingt, il y a toujours eu un arc politique très important en Algérie. Suite à la répression d'octobre 1988, Bouteflika avait la capacité de faire revivre des moments politiques, mais il a échoué et a **verrouillé le jeu politique** en attisant les peurs, puis s'est ensuivie une **ère de glaciation**.

Concernant la manipulation par le pouvoir, celui-ci avait usé de techniques similaires lors du printemps berbère de 1980, désormais, ce n'est plus possible avec les **réseaux sociaux**.

Par rapport à la Tunisie qui a mené sa Révolution de Jasmin dans le temps long, est-ce qu'on a le temps d'attendre en Algérie ? N'y a-t-il pas risque que le mouvement s'essouffle ?

La Tunisie a pour handicap d'être un pays pauvre, **l'Algérie est encore un pays riche**, notamment en raison de la jeunesse de sa population. En Algérie, toutes les conditions possibles du développement (énergie à bas coûts, capital humain, eau) sont réunies.

La Tunisie a certes une jeunesse éduquée et performante, mais elle manque de ressources financières. La Tunisie n'est pas aidée à la hauteur des enjeux, la communauté internationale ne faisant que maintenir la tête de la Tunisie mais sans plus, c'est une question politique. Le seul discours de l'UE tenu à la Tunisie fut de lui demander d'ouvrir ses frontières, de signer un accord de libre-échange renforcé touchant à l'agriculture, alors même qu'elle fait vivre des milliers de gens, et ce pour instaurer une concurrence avec le marché européen. De cette façon, **l'UE crée les conditions d'une régression**.

En outre, la classe politique locale tunisienne n'est pas à la hauteur, il y a un vrai souci de moralisation de la vie politique, notamment en raison de l'absence de grands projets à l'agenda politique.

La pensée économique dans le Maghreb faillit. L'Algérie est à la fois candidate à l'Organisation mondiale du commerce et instaure des mesures très protectionnistes. L'Algérie a beaucoup à **apprendre des pays d'Amérique latine** qui ont connu des moments démocratiques suite à des révolutions.

Quelle est la position de l'Algérie par rapport à l'Union africaine ?

Le Maroc a quitté l'UA en 1984 à cause de la question du Sahara occidental et l'a réintégré en 2017, ce que la diplomatie algérienne n'a pas été en mesure d'éviter. Alors que le Maroc est très actif sur la scène panafricaine, Bouteflika ne s'est pas rendu à une seule réunion de l'UA ces dix dernières années et n'a pas effectué une seule visite officielle dans un pays africain. L'Algérie a perdu l'Afrique subsaharienne. **L'Algérie et le Maroc ont tout deux échoué concernant la Libye**, alors que c'est une **zone d'influence du Maghreb**, en laissant l'Egypte, la France, l'Italie, l'Arabie Saoudite, la Turquie, les Emirats Arabes Unis y prendre place. Jamais des puissances étrangères n'auraient pu s'y installer dans les années 80 et 90 en raison de la diplomatie forte du Maroc et de l'Algérie. Il aurait fallu dès 2011 se positionner dans la région, ce que l'Algérie a été impuissante à faire. L'Algérie est davantage un pays que l'on courtise pour qu'il prenne parti pour l'un des camps plutôt qu'un levier d'impulsion régional.

La parole aux animateurs.rices de l'association El Ghaïth

Le Hirak était l'occasion de réunir des jeunes éduqués ou pas, issus de tous les milieux sociaux, et de se réunir pour atteindre un objectif commun. Le mouvement a permis de réunir les gens **au-delà des intérêts individuels, autour d'un projet commun**.

Pour les animateurs et animatrices présents, ce qui est marquant dans ce mouvement est l'opportunité **d'expérimenter la fraternité entre Algériens**. Les étudiants, ont joué un rôle majeur pour aller **sensibiliser, mobiliser la jeunesse** et les encourager à intégrer la vie politique. Le Hirak a par ailleurs éveillé des **vocations**.

Le mouvement ne doit pas se projeter dans un parti politique ou une organisation, **toute institutionnalisation l'éloignerait de ses fondements**.

Tour de table des participants

Jean-Luc Benguigui (Directeur général des centres d'animation Bordeaux) : La ville est jumelée avec Oran depuis 2003. C'est un partenariat très porté sur la jeunesse dont la volonté est la réciprocité entre les deux collectivités et les deux pays plus largement.

Yves Le Bars et Anne Françoise Taisne (CFSI) : le CFSI rappelle l'intensité des relations avec l'Algérie. L'ONG est garante du PCPA Jousour, à ce titre elle attend avec beaucoup d'attention ses suites dans la structuration de la société civile algérienne et du maintien d'une capacité de mise en lien. Le CFSI est soucieux d'une relation équilibrée et réciproque entre les deux pays.

Annie Takarilil (Touiza Solidarité) : l'association est très engagée dans le programme Jousour qui porte un travail intensif depuis plusieurs années. Elle insiste sur l'importance de la capitalisation pour rendre compte de l'engagement. L'association travaille beaucoup depuis ces dernières années sur l'Économie sociale et solidaire qui est selon elle un thème d'avenir, notamment dans la relation France/Algérie, qui se doit d'être plus équilibrée.

Emilie Emond et Catherine Arnaud (ville d'Épinay-sur-Seine) : la ville possède un partenariat avec la ville de Tichy depuis 20 ans. La ville connaît des difficultés à recevoir les élus algériens en raison du contexte politique. La ville a différents projets en cours, notamment sur la jeunesse, elle aimerait faire un échange de jeunes entre le conseil des jeunes d'Épinay et celui de Tichy. D'autre part la ville aimerait conduire des échanges de bibliothécaires avec Tichy.

Claudia Meshede (Ville de Mulhouse) : la ville possède un partenariat avec la ville d'El Khroub depuis une vingtaine d'années. Le partenariat a connu diverses phases et depuis l'élection du nouveau maire de l'APC les communications sont quasiment arrêtées. La ville a également participé au projet JESR qui a été très riche et qui lui a permis de rentrer en contact avec la nouvelle équipe municipale d'El Khroub. Il y a une importante population d'origine algérienne à Mulhouse, qui vient notamment de la région de Constantine.

Valère Toussaint (Gescod) : le Gescod accompagne notamment la ville de Mulhouse dans le cadre de son partenariat avec El Khroub.

Michel De March (France Volontaires) : France Volontaires est l'opérateur de la mobilité jeunesse à l'international pour le MEAE. Ils essayent de développer et promouvoir l'échange et la mobilité de la jeunesse, aussi dans l'accueil en France de jeunes d'autres pays. Avec l'Algérie il y a d'importantes difficultés à envoyer des volontaires sur place et à recevoir des jeunes volontaires algériens. Très peu d'expérience avec l'Algérie mais néanmoins une réelle motivation. Pour le service civique il y a une incompatibilité juridique entre les deux pays qui ne permet pas l'accueil et l'envoi de jeunes.

Ezgi Nesanir et Linda Naili (Conseil départemental de Seine Saint Denis) : le département possède un partenariat avec l'association Sidi el Houari à Oran qui est orienté principalement sur les chantiers d'insertion et de formation. Depuis 2 ans les activités se sont arrêtées. Suite au déplacement du président, la collectivité a la volonté de développer un partenariat avec la wilaya de Béjaïa à travers un projet jeunesse notamment.

Nordine Henni (Dunkerque agglomération) : elle possède un partenariat avec la ville d'Annaba depuis 2004. A partir de 2010 la collectivité a mené un projet d'expérimentation avec la CCI d'Annaba, d'une école supérieure d'Art, pendant 3 ans une vingtaine d'étudiants algériens ont obtenu via cette école le diplôme français d'enseignement artistique. Cette année il y a

encore une fois une projection universitaire. Néanmoins, du fait du contexte politique, il n'y a plus de réponse du côté algérien.

Laurence Gourvil (Ville de Rezé) : la ville fait partie de la métropole de Nantes. Elle possède une coopération avec les camps Sahraouis dans le Sahara Occidental, et travaille sur un soutien à l'éducation et sur la rénovation des camps.

Présentation de l'association El Ghaïth

Signifiant secours ou la pluie après une très longue sécheresse, l'association fut créée en 1998. A ce jour, El Ghaïth a réalisé une trentaine de projets en collaboration, notamment avec l'Ambassade du Canada, l'Ambassade d'Allemagne, l'Ambassade de France, ONU Femmes, et le PNUD. L'association a débuté en 2004 l'élaboration d'un atelier de reconversion pour les femmes isolées et en zones rurales, ce projet fut soutenu et en partie financé par l'Union européenne.

El Ghaïth a récemment inauguré une unité de production de fromages de chèvre et un centre de formation au tissage traditionnel.

Grâce au programme PCPA, l'association met également en œuvre des projets liés à l'intégration des enfants handicapés et à la sensibilisation au handicap.

En outre, un important travail de capitalisation a été effectué sur le projet Jousour. Depuis trois ans, les membres de l'association préparent la relève en impliquant la jeunesse et ce, en partenariat avec des organisations françaises de la société civile.

L'association souhaite élargir ses activités en développant l'axe démocratie participative afin de :

- Valoriser des bonnes pratiques et expériences ;
- Avoir un regard analytique pour élaborer les stratégies éventuelles ;
- Créer un centre de citoyenneté via des activités liées au sport, à l'environnement et la culture.

Les membres de El Ghaïth envisagent de créer une association Jousour pour pérenniser le projet du même nom. Un appel a été lancé pour recruter un juriste afin de lancer la création de l'association.